



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/42/683
23 octobre 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-deuxième session
Point 118 de l'ordre du jour

COORDINATION ADMINISTRATIVE ET BUDGETAIRE ENTRE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET LES INSTITUTIONS SPECIALISEES AINSI QUE L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE

Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

I. INTRODUCTION

1. Conformément à son mandat 1/, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires s'est entretenu en 1987 avec les chefs de secrétariat (ou des hauts fonctionnaires les représentant) des organisations ci-après, dont le budget, en vertu des accords conclus avec l'Organisation des Nations Unies, est communiqué à l'Assemblée générale pour examen : l'Organisation internationale du Travail (OIT), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation météorologique mondiale (OMM), l'Organisation maritime internationale (OMI), l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), le Fonds international de développement agricole (FIDA), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Deux organisations, l'Union postale universelle (UPU) et l'Union internationale des télécommunications (UIT), ont fourni les données requises par correspondance.

2. Le Comité consultatif remercie les chefs de secrétariat des institutions spécialisées et de l'AIEA du concours qu'ils lui ont apporté à l'occasion de l'établissement du présent rapport.

3. Aux paragraphes 5 et 6 du rapport sur la coordination administrative et budgétaire qu'il a présenté à l'Assemblée générale à sa trente-sixième session (A/36/641), le Comité consultatif a recommandé un système biennal d'établissement de rapports en vertu duquel il soumettrait ses rapports détaillés sur les budgets des institutions spécialisées et de l'AIEA tous les deux ans à partir de 1982; il

présenterait, les années impaires, des rapports succincts ne contenant que des tableaux, complétés au besoin par des études sur des sujets particuliers. L'Assemblée générale a fait sienne cette recommandation au paragraphe 5 de sa résolution 36/229 du 18 décembre 1981. En conséquence, le rapport de cette année (1987) contient des tableaux présentant des données comparatives sur les institutions spécialisées et l'Organisation des Nations Unies (voir sect. II ci-après).

II. OBSERVATIONS GENERALES ET TABLEAUX COMPARATIFS

4. La présente section comporte neuf tableaux où sont présentées des données comparatives sur les éléments suivants :

- A.1 Montant total des budgets ordinaires approuvés, y compris les crédits additionnels (1979-1988);
- A.2 Montant total net des contributions effectivement payables par les Etats Membres au titre des budgets ordinaires approuvés, y compris les crédits additionnels (1979-1988);
- B. Postes permanents (1986-1988);
- C. Apport des budgets ordinaires aux activités de coopération technique (1986-1988);
- D.1 Fonds extra-budgétaires gérés par les organisations du système des Nations Unies - contributions (1985 et 1986);
- D.2 Fonds extra-budgétaires gérés par les organisations du système des Nations Unies - dépenses (1985 et 1986);
- E. Fonds de roulement (1988);
- F. Barèmes des quotes-parts applicables à l'année 1988;
- G. Recouvrement des contributions (1986-1987).

5. Comme le montrent les tableaux A.1 et A.2 2/, en 1988, le montant total des budgets ordinaires (ou projets de budget) de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées (à l'exclusion du FIDA) et de l'AIEA se chiffrera à 1 980 203 391 dollars, dont 1 920 469 004 dollars seront couverts par les contributions mises en recouvrement. En outre, selon ce que décideront l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité, des contributions supplémentaires seront vraisemblablement mises en recouvrement en 1988 pour l'Organisation des Nations Unies au titre des opérations de maintien de la paix; durant la période de 12 mois qui s'est terminée fin octobre 1987, le montant total des contributions mises en recouvrement à cette fin a été de 184,7 millions de dollars.

6. Comme il ressort du tableau B, le nombre total des postes permanents approuvés ou demandés aux budgets ordinaires des institutions spécialisées (à l'exclusion du FIDA) et de l'AIEA pour 1988 s'élève à 13 597, soit 175 postes de plus

/...

qu'en 1987, où le total était de 13 422 postes (FIDA non compris). Le nombre total des postes permanents approuvés ou demandés au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies pour 1988 s'élève à 11 169, soit le même nombre qu'en 1983. Par conséquent, le nombre total des postes permanents autorisés ou demandés aux budgets ordinaires de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées (à l'exclusion du FIDA) et de l'AIEA se chiffre à 24 766 pour 1988, soit une augmentation de 175 postes (ou 0,7 %) par rapport à 1987, où le total (à l'exclusion du FIDA) était de 24 591 postes.

7. Etant donné que les postes permanents ne sont pas tous pourvus 12 mois sur 12, plusieurs organisations appliquent à leurs dépenses de personnel un abattement au titre des postes vacants ou pour mouvements de personnel. Si les postes permanents représentent toujours une bonne partie des ressources en personnel des organisations, ils n'en représentent pas la totalité. C'est ainsi que l'effectif total de la FAO ne comprend pas les représentants de cette organisation dans les pays. De plus, toutes les organisations disposent de ressources en personnel supplémentaires dont le coût est imputé sur leur budget ordinaire (par exemple, postes temporaires, personnel temporaire). En sus de ces ressources, l'Organisation des Nations Unies et la plupart des institutions spécialisées comptent un nombre élevé de postes financés par des fonds extra-budgétaires. En conséquence, le nombre total de fonctionnaires en poste à une date déterminée est largement supérieur au nombre de postes permanents inscrit au budget ordinaire.

8. Le tableau ci-après donne, au 31 décembre 1986, le nombre de fonctionnaires, nommés pour un an ou davantage, occupant des postes dont le coût est imputé sur le budget ordinaire ou qui sont financés par des fonds extra-budgétaires, ainsi que le nombre total de participants à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. Etant donné qu'étaient affiliés à la Caisse en 1986 tous les fonctionnaires nommés pour une durée de six mois ou plus, le nombre des participants à la Caisse (à laquelle l'UPU n'est pas affiliée) est supérieur au nombre total de fonctionnaires occupant des postes permanents ou des postes dont le coût est imputé sur des fonds extra-budgétaires.

Nombre de fonctionnaires

(Au 31 décembre 1986)

Organisation	Budget ordinaire	Fonds extra- budgétaires	Total a/	Participants à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies b/
OIT	1 510	1 126	2 636	3 036
FAO	3 482	3 659 c/	7 141	7 542
Unesco	2 249	691	2 940	3 092
OACI	656	516	1 172	1 130
UPU	140	21	161	d/
OMS	3 687 e/	1 596 f/	5 283 e/ f/	5 805 g/
UIT	660	276	936	1 069
OMM	240	125	365	395
OMI	226	94	320	338
OMPI	280	22	302	325
FIDA	194	13	207	206
ONUDI h/	941	691	1 632	1 867
AIEA	1 544	208	1 752	1 784
Total partiel (Institutions spécialisées et AIEA)				
	15 809	9 038	24 847	26 589
ONU	11 172 i/	14 772 j/	25 944	27 700 k/
Total général	26 981	23 810	50 791	54 289 l/

a/ Statistiques relatives au personnel établies au 31 décembre 1986 par le Comité consultatif pour les questions administratives (CCQA).

(Suite des notes page suivante)

/...

(Suite des notes du tableau)

b/ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-deuxième session, Supplément No 9 (A/42/9 et Corr.1), annexe I.

c/ Y compris les fonctionnaires du PAM.

d/ N'est pas affiliée à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

e/ Y compris 684 fonctionnaires de l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS).

f/ Y compris 143 fonctionnaires de l'OPS.

g/ Y compris 1 191 participants à la Caisse qui sont fonctionnaires de l'OPS.

h/ L'ONUDI fait, pour la première fois, l'objet d'une rubrique distincte puisqu'elle est devenue une institution spécialisée le 1er janvier 1986.

i/ Ce chiffre comprend les fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies (10 702), les fonctionnaires du HCR occupant des postes inscrits au budget ordinaire (285), les fonctionnaires de l'UNRWA qui sont recrutés sur le plan international (94), les fonctionnaires de la CFPI (50) et ceux de la Cour internationale de Justice (41). Il ne comprend pas les fonctionnaires de l'ONUDI.

j/ Ce chiffre comprend les fonctionnaires de l'ONU (3 476), du PNUD (6 096), du FISE (3 538), les fonctionnaires de l'ONU recrutés sur le plan international (133) et les fonctionnaires du HCR occupant des postes financés par des contributions volontaires (1 529). Il ne comprend pas les fonctionnaires de l'ONUDI.

k/ Ce chiffre comprend, outre les fonctionnaires de l'ONU (non compris l'ONUDI) dont les postes sont imputés sur le budget ordinaire, le personnel du siège du PNUD (administrateurs et personnel local) et les fonctionnaires des bureaux extérieurs (administrateurs recrutés sur le plan international et personnel local); les fonctionnaires du FISE, de l'ONU et du Centre du commerce international qui sont recrutés sur le plan international et le personnel local de ces organismes; le personnel local de la FNUOD et de la FINUL et le personnel local participant au programme d'assistance des Nations Unies pour la reconstruction et le développement du Liban; le personnel local des organismes suivants : GATT; Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels; Organisation européenne et méditerranéenne pour la protection des plantes; Institut africain de développement économique et de planification; Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme; Droit de la mer.

l/ Ce chiffre correspond au chiffre indiqué par le Comité mixte de la Caisse commune des pensions à l'annexe I de son rapport [Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-deuxième session, Supplément No 9 (A/42/9 et Corr.1)].

/...

9. Le tableau C indique l'apport des budgets ordinaires aux activités de coopération technique. Comme le montre ce tableau, l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées et l'AIEA estiment que leurs programmes ordinaires de coopération technique se chiffrent en 1988 à un montant total de 362 121 000 dollars, dont 261 452 000 dollars au titre du budget ordinaire de l'OMS. Les budgets ordinaires de la plupart des organisations (financés par les contributions mises en recouvrement) couvrent également une partie des dépenses d'appui aux projets que les organisations exécutent pour le compte des programmes qui financent lesdits projets ou en vertu d'accords relatifs à des fonds d'affectation spéciale. Etant donné que les organisations n'appliquent pas la méthode de la comptabilité analytique d'exploitation pour déterminer ces dépenses avec précision, le montant effectif de ces apports n'est pas connu. Cependant, pour donner un ordre de grandeur, on signalera que l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées et l'AIEA estiment qu'en 1987, le montant des dépenses d'appui aux projets qui seront imputées sur leurs budgets ordinaires représentera 65,2 millions de dollars. Dans ces conditions, les organisations estiment que les dépenses relatives aux activités de coopération technique qui seront imputées sur leurs budgets ordinaires en 1988 s'élèveront au total à 427,3 millions de dollars, ce qui représente 21,6 % du montant global desdits budgets ordinaires qui est indiqué dans le tableau A.1. Pour mémoire, le pourcentage indiqué en 1986 était de 21,7 % (voir document A/41/671, par. 26).

10. Les fonds extra-budgétaires gérés par les organismes du système des Nations Unies en 1985 et 1986 sont récapitulés dans les tableaux D.1 et D.2. Les informations concernant les contributions sont tirées du rapport du Comité des contributions 3/ et figurent dans le tableau D.1. Les informations concernant les dépenses financées à l'aide de fonds extra-budgétaires figurent dans le tableau D.2; elles sont reprises du rapport du Comité administratif de coordination sur les dépenses des organismes des Nations Unies relatives aux programmes (E/1986/112), pour 1986 en particulier, mais ont été mises à jour dans de nombreux cas. Les chiffres figurant dans le tableau D.1 représentent les contributions versées directement aux organisations, tandis que ceux qui apparaissent dans le tableau D.2, qui couvrent à la fois les dépenses effectives et les montants estimatifs, ont été calculés sur la base des directives élaborées par le CAC; conformément à ces directives, il a été demandé aux organisations de donner les chiffres correspondant à la totalité de leurs dépenses effectives ou estimatives, étant entendu que lorsqu'une organisation finance des activités exécutées par une autre organisation, les dépenses correspondantes sont déclarées par cette autre organisation. De ce fait, les chiffres figurant dans les tableaux D.1 et D.2 ne sont pas directement comparables.

11. Le tableau E indique les montants approuvés ou proposés pour les fonds de roulement des organisations, par rapport au montant brut des crédits ouverts ou demandés pour 1986 et, le cas échéant, par rapport au montant brut des crédits ouverts ou demandés pour toute la durée de l'exercice. Comme le Comité consultatif l'avait précédemment noté au paragraphe 14 de son rapport (A/37/547), "les montants des fonds de roulement et la proportion qu'ils représentent par rapport aux montants bruts des budgets ne sont pas toujours directement comparables, surtout faute d'uniformité dans la façon dont chaque organisation utilise son fonds de roulement conformément à ses propres dispositions statutaires".

12. Pour toutes les organisations, à l'exception de l'OMI, les barèmes des quotes-parts applicables en 1988 sont indiqués dans le tableau F. Le barème indiqué pour l'OMI est celui de 1987.

13. Comme le montre le tableau G, le montant total de toutes les contributions non acquittées, quelle que soit l'année pour laquelle elles étaient dues, s'établissait comme suit :

	<u>30 septembre 1987</u>	<u>30 septembre 1986</u>
	(En milliers de dollars des Etats-Unis)	
Organisation des Nations Unies	522 097	490 167
Institutions spécialisées et AIEA	598 634	459 849

Le total des contributions non acquittées au 30 septembre 1987 représentait 65,3 % du montant total net des contributions effectivement payables par les Etats Membres au titre de l'année 1987 (voir tableau A.2), contre 51,4 % au 30 septembre 1986 4/.

Notes

1/ La résolution 14 (I) de l'Assemblée générale, en date du 13 février 1946, stipule notamment que l'une des fonctions du Comité consultatif est d'"examiner au nom de l'Assemblée générale les budgets administratifs des institutions spécialisées et les propositions visant les arrangements financiers et budgétaires à conclure avec ces institutions".

2/ Les montants des budgets ordinaires approuvés qui figurent dans ces tableaux peuvent varier par rapport à ceux qui figuraient dans les rapports précédents du Comité consultatif. Ces divergences sont dues aux différences de présentation, notamment à l'utilisation de taux de change différents.

3/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-deuxième session, Supplément No 11 (A/42/11 et Add.1).

4/ Il y a lieu de remplacer par 51,4 % le chiffre de 50,6 % indiqué au paragraphe 30 du document A/41/671.

/...

Tableau A.1

Montant total des budgets ordinaires approuvés, y compris les crédits additionnels a/

(En dollars des Etats-Unis)

Organisation	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
ONU b/	458 137 065	569 475 900	569 475 900	631 260 550	631 260 550	682 373 100 g/	682 373 100 c/	725 270 700	725 270 700	706 434 200 d/
OT	100 534 830	104 962 658	104 962 659	119 252 589	120 179 588	127 359 263	127 359 263	139 898 475	139 898 476	162 430 000
FAO	105 675 000	139 370 000	139 370 000	183 320 000	183 320 000	210 570 000	210 570 000	218 500 000	218 500 000	225 530 000 e/
Unesco	151 500 000	151 500 000	208 458 000	208 458 000	208 458 000	187 205 000	187 205 000	144 669 490 f/	144 669 490 f/	174 416 500 g/
OMS	182 730 000	213 645 000	213 645 000	234 450 000	234 450 000	260 050 000	260 050 000	271 650 000	271 650 000	316 990 000
OMCI	20 187 400	21 041 400	23 025 000	24 262 000	26 218 000	29 141 000	30 509 000	32 349 000	30 816 000	32 105 000
UPU	10 862 625	10 378 830	10 816 932	9 493 239	9 531 284	9 380 480	10 986 268	14 727 976	14 739 226	14 599 702
UIT	44 363 125	41 978 187	45 615 568	44 634 788	43 777 936	40 724 400	44 594 000	66 639 000	69 884 000	69 092 000
OMM	16 318 950	17 495 000	18 663 800	17 516 800	18 558 700	18 750 000	19 480 000	23 559 000 h/	26 348 600 i/	24 442 946
OMI	6 626 900	9 651 100	14 785 400	11 352 100	12 731 400	12 593 800	11 848 200	14 480 000	15 205 000	16 481 900 g/
OMPI	15 961 272	18 336 257	19 094 152	16 850 000	16 463 532	17 350 700	20 754 067	29 418 452	29 418 452	31 869 643 g/
FIDA	10 450 000	12 648 000	18 500 000	20 500 000	22 700 000	24 795 000	26 605 000	29 005 000 j/	33 400 000 k/	n.c.
AIEA	66 377 000	80 643 000	88 677 000	86 369 000	91 561 000	96 830 000	95 025 000	98 680 000	103 899 000 l/	137 337 000 m/
ONUDI n/	-	-	-	-	-	-	-	65 134 100	65 134 100	68 474 500 g/
Institutions spécialisées et AIEA	731 587 102	821 649 432	905 613 511	976 458 516	987 949 440	1 034 749 343	1 044 985 798	1 148 710 493	1 163 562 344	1 273 769 191
Total général	1 189 724 167	1 391 125 332	1 475 089 411	1 607 719 066	1 619 209 990	1 717 122 443	1 727 358 898	1 873 981 193	1 888 833 044	1 980 203 391

(Voir notes du tableau A.1 page suivante)

(Notes du tableau A.1)

a/ Ce tableau indique les montants des dépenses effectivement approuvées au titre des budgets ordinaires, compte tenu de tous crédits additionnels approuvés. Aucun ajustement n'a été apporté aux chiffres. Dans le cas des organisations qui ont une réserve non répartie, celle-ci n'est pas incluse dans les chiffres indiqués, de sorte que les comparaisons ne portent que sur les budgets de fonctionnement effectifs. Les montants estimatifs des dépenses au titre de l'appui à des activités extra-budgétaires sont inclus dans la mesure où elles sont intégrées au budget ordinaire. Les montants estimatifs à imputer sur le budget pour rembourser les sommes prélevées sur des comptes afin de financer des dépenses inscrites au budget ou des dépenses additionnelles autorisées sont indiqués pour la période où le remboursement est effectué. Les chiffres correspondant à des budgets biennaux ont été divisés en deux chiffres annuels égaux. Les budgets libellés en francs suisses ont été convertis en dollars sur la base du taux de change pratiqué pour les opérations de l'ONU à la fin de chaque année, sauf dans le cas des chiffres de 1985 et 1986, qui ont été convertis en dollars sur la base du taux pratiqué en décembre 1984. Les taux utilisés sont les suivants (en francs suisses par rapport au dollar) : 1978 - 1,73; 1979 - 1,60; 1980 - 1,71; 1981 - 1,76; 1982 - 2,13; 1983 - 2,18; 1984 - 2,50; 1985 - 2,09; 1986-1988 - 1,68.

b/ A l'exclusion des contributions du personnel.

c/ Montant final des crédits ouverts pour 1984-1985 (résolution 40/239 A de l'Assemblée générale).

d/ Projet de budget-programme (A/42/6).

e/ Les chiffres relatifs à la FAO correspondent au budget de fonctionnement effectif pour 1988-1989 proposé par le Directeur général (451 060 000 dollars). Ils sont basés sur un taux de change estimatif de 1 760 liras pour un dollar. Le budget et le taux de change feront l'objet d'une décision de la Conférence de la FAO en novembre 1987.

f/ A l'exclusion du chapitre IX - Programme, Activités et Services, inscrit dans la Réserve. La limite budgétaire approuvée pour l'exercice biennal 1986-1987 atteint au total 398 468 000 dollars.

g/ Chiffres préliminaires ou proposés.

h/ Y compris deux crédits additionnels (4 272 400 dollars et 650 000 dollars).

i/ Budget approuvé et crédits additionnels.

j/ Y compris un fonds de réserve pour les fluctuations des taux de change (1,5 million de dollars, qui n'a pas été utilisé).

k/ Y compris un fonds de réserve pour les fluctuations des taux de change (500 000 dollars).

/...

l/ Sur la base d'un taux de change de 19,50 schillings autrichiens pour un dollar. Sujet à variation en fonction du taux de change pratiqué pour les opérations de l'ONU.

m/ Sur la base d'un taux de change de 14,20 schillings autrichiens pour un dollar. Sujet à variation en fonction du taux de change pratiqué pour les opérations de l'ONU.

n/ Les données relatives aux activités antérieures au 1er janvier 1986 sont englobées dans celles de l'ONU.

Tableau A.2

Montant total net des contributions effectivement payables par les Etats Membres au titre des budgets ordinaires approuvés
y compris les crédits additionnels a/

(En dollars des Etats-Unis)

Organisation	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
ONU	476 329 958	512 057 118	571 336 764	604 728 146	588 347 789	649 685 500	658 406 964	700 434 350	724 536 742	728 700 000 b/
OIT	90 496 965	116 617 818	94 426 509	117 136 230	122 572 715	127 359 263	127 359 263	126 557 343	126 557 343	162 430 000
FAO	103 765 000	135 570 000	135 570 000	176 190 000	176 190 000	197 290 000	197 290 000	198 000 000	198 000 000	219 670 000 c/
Unesco	145 200 000	145 200 000	199 160 000	199 160 000	199 160 000	172 350 000	172 350 000	127 925 490	127 925 490	164 216 260 b/
OMS	179 520 000	211 445 000	211 445 000	219 950 000	219 950 000	230 300 000	230 300 000	240 755 000	240 755 000	302 490 000
OACI	17 710 000	18 560 000	21 180 000	22 320 000	24 190 000	27 050 000	28 362 000	30 124 000	28 830 000	30 090 000
UPU	9 913 800	9 528 889	10 002 415	8 700 704	8 533 257	7 455 312	9 579 904	12 727 000	13 391 321	13 385 369
UIT	33 693 500	31 889 255	34 761 756	33 585 953	35 970 137	34 167 300	35 824 600	55 736 000	54 143 000	54 408 000
OMM	15 814 450	17 495 000	18 582 800	15 666 300	14 075 100	18 750 000	19 270 000	15 769 400	23 340 000 d/	29 409 046 d/
OMI	6 530 900	9 341 300	14 573 600	10 808 100	11 221 400	10 653 800	10 132 479	11 918 000	12 291 000	14 679 900 b/
OMPI	9 279 191	9 969 006	9 660 234	8 568 075	8 371 560	8 011 600	9 583 254	13 561 310	13 561 310	13 571 429 b/
ATEA	61 522 000	74 920 000	81 669 000	77 344 000	81 036 000	88 786 000	87 340 000	90 570 000	95 909 000 e/	129 137 000 f/
ONU/DI g/	-	-	-	-	-	-	-	56 353 381	56 353 381	58 282 000 b/
Institutions spécialisées et ATEA	673 445 806	780 536 268	831 031 314	889 429 362	901 270 169	922 212 963	927 391 500	979 996 924	991 056 845	1 191 769 004
Total général	1 149 775 764	1 292 593 386	1 402 368 078	1 494 157 508	1 489 617 958	1 571 898 463	1 585 798 464	1 680 431 274	1 715 593 587	1 920 469 004

(Voir notes du tableau A.2 page suivante)

/...

(Notes du tableau A.2)

a/ Ce tableau indique les montants des contributions effectivement mises en recouvrement auprès des gouvernements pour financer les budgets ordinaires et toutes dépenses additionnelles. Aucune autre source de financement n'est indiquée. Dans le cas des organisations qui ont une réserve non répartie, le montant correspondant des contributions n'est pas inclus dans les chiffres indiqués. Les effets de l'application des dispositions concernant les fonds de péréquation des impôts ne sont pas pris en considération. Les contributions en francs suisses ont été converties en dollars de la même façon que les budgets libellés en francs suisses (voir tableau A.1, note a/).

b/ Chiffres préliminaires ou proposés.

c/ Les chiffres de la FAO sont basés sur le budget de fonctionnement effectif de 451 060 000 dollars proposé par le Directeur général pour 1988-1989 au taux de change de 1 760 lires pour un dollar, déduction faite d'un montant estimatif de 11 720 000 dollars correspondant à des recettes accessoires, ce qui donne un montant net de 439 340 000 dollars, soit 219 670 000 dollars pour chacune des années de l'exercice biennal 1988-1989.

d/ Y compris un montant de 2 247 500 dollars pour 1986 et un montant de 4 966 100 dollars pour 1987 relatifs aux crédits additionnels, aux fins d'ajustement aux fluctuations du taux de change du dollar des Etats-Unis.

e/ Au taux de change de 19,50 schillings autrichiens pour un dollar. Sujet à variation en fonction du taux de change pratiqué pour les opérations de l'ONU.

f/ Au taux de change de 14,20 schillings autrichiens pour un dollar. Sujet à variation en fonction du taux de change pratiqué pour les opérations de l'ONU.

g/ Les données relatives aux activités antérieures au 1er janvier 1986 sont englobées dans celles de l'ONU.

/...

Tableau B

Postes permanents (1986-1988) (non compris les postes financés au titre
des dépenses d'appui des organisations)

Organisation	1986		1987		1988		Augmentation (diminution) de 1986 à 1988		Augmentation (diminution) de 1987 à 1988	
	1986	1987	1987	1988	1988	1988	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
OIT	1 254	1 254	1 254	1 254	1 254	-	-	-	-	-
FAO	2 411 a/	2 411 a/	2 411 a/	2 391 a/	2 391 a/	(20)	(0,8)	(20)	(0,8)	(0,8)
Unesco b/	2 102	2 084	2 084	2 083	2 083	(19)	(0,9)	(1)	(0,05)	(0,05)
OACI	694	694	694	694	694	-	-	-	-	-
UPU c/	128	128	128	128	128	-	-	-	-	-
OMS	2 804 d/	2 804 d/	2 804 d/	2 904	2 904	100	3,57	100	3,57	3,57
UIT e/	696	701	701	693	693	(3)	(0,43)	(8)	(1,14)	(1,14)
OMM	245	246	246	246	246	1	0,41	-	-	-
OMI	248	250	250	254	254	6	2,4	4	1,6	1,6
OMPI	277	280	280	291 f/	291 f/	14	5,1	11	3,9	3,9
FIDA	190	190	190	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
AIEA	1 630	1 684 g/	1 684 g/	1 714	1 714	84	5,2	30	1,8	1,8
ONUDI	886	886	886	945	945	59	6,7	59	6,7	6,7
Total partiel (institutions spécialisées et AIEA)	13 565	13 612	13 612	13 597 h/	13 597 h/	222 i/	1,66 j/	175 j/	1,30 j/	1,30 j/
ONU	11 169	11 169	11 169	11 169 k/	11 169 k/	-	-	-	-	-
Total général	24 734	24 781	24 781	24 766 h/	24 766 h/	222 i/	0,9 j/	175 j/	0,7 j/	0,7 j/

(Voir notes du tableau B page suivante)

(Notes du tableau B)

a/ Non compris les postes des bureaux des représentants de la FAO (749 postes au 1er juin 1987).

b/ Non compris les postes du personnel d'entretien approuvés par la Conférence générale, en sus du plafond des effectifs.

c/ Non compris 13 postes remboursés au titre des dépenses d'appui par le PNUD.

d/ Soit une augmentation de 86 postes par rapport au nombre indiqué précédemment, imputable à un changement de la pratique budgétaire : tous les postes de fonctionnaires des bureaux régionaux affectés à des programmes multinationaux sont dorénavant considérés comme des postes permanents.

e/ Non compris 105 postes inscrits à des comptes budgétaires au titre de la coopération technique dont le coût est financé au titre des dépenses d'appui de l'Organisation.

f/ Nombre de postes proposés.

g/ Y compris les postes supplémentaires nécessités par le Programme complémentaire de sécurité nucléaire.

h/ Non compris le FIDA.

i/ Non compris le FIDA pour 1988 et 1986.

j/ Non compris le FIDA pour 1988 et 1987.

k/ Projet de budget-programme (A/42/6) ; comprend des postes du chapitre 3 des recettes (Activités productrices de recettes).

/...

Tableau C

Apport des budgets ordinaires aux activités de coopération technique, 1986-1988

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Organisation	1986			1987			1988		
	Programme ordinaire	Excédent des dépenses d'appui sur les frais remboursés	Total	Programme ordinaire	Excédent des dépenses d'appui sur les frais remboursés	Total	Programme ordinaire	Excédent des dépenses d'appui sur les frais remboursés	Total
OIT	14 790	10 835	25 625	18 480	10 920	29 400	17 010	10 360	27 370
FAO	35 198	20 700	55 898	39 000	19 000	58 000	35 000	17 000	52 000
Unesco	5 335	6 371	11 706	5 335	6 371	11 706	5 031	6 550	11 581 a/
OACI	-	-	-	-	-	-	-	-	-
UPU	923	645	1 568	983	582	1 565	983	678	1 661
OMS	230 205	2 979 b/	233 184	230 205	2 979 b/	233 184	261 452	5 868 b/	267 320
UIT c/	3 679	440	4 119	3 841	446	4 287	3 552	448	4 000
OMM	2 412	497	2 909	2 683 d/	750	3 433 d/	2 560	-	2 560
OMI	-	782	782	-	1 119	1 119	-	1 179	1 179
OMPI	2 560	590	3 150	2 560	779	3 339	3 524	829	4 353
AIEA	8 300	250	8 550	12 000 e/	250	12 250	15 400	300	15 700 f/
ONU	7 429	-	7 429	7 368	-	7 368	3 497	-	3 497
Total partiel (institutions spécialisées et AIEA)	310 831	44 089	354 920	322 455	43 196	365 651	348 009	43 212	391 221
ONU	12 359	22 994	35 353	12 819	21 724	34 543	14 112	21 989	36 101
Total général	323 190	67 083	390 273	335 274	64 920	400 194	362 121	65 201	427 322

a/ Projections fondées sur des estimations de l'administration.

b/ Il s'agit uniquement des dépenses d'appui administratif.

c/ En dehors des montants indiqués ci-dessus sous cette rubrique, les dépenses d'appui excédentaires ne peuvent pas être financées au moyen du budget ordinaire.

d/ Y compris un montant de 916 200 dollars au titre des crédits additionnels.

e/ Augmentation imputable à la modification des critères utilisés pour l'établissement du budget de 1987 en ce qui concerne les activités d'appui à la coopération technique. Par comparaison, les données des années précédentes avaient été sous-estimées, notamment pour ce qui est de la comptabilisation des services de laboratoire.

f/ Augmentation imputable à une baisse du taux de change du dollar par rapport au shilling autrichien.

/...

Tableau D.1

Fonds extra-budgétaires gérés par les organismes du système des Nations Unies

Montants en espèces reçus à titre de contributions volontaires (1985-1986) a/

(En millions de dollars des Etats-Unis)

Organisation	Etats Membres		Etats non membres		Autres contributions importantes		Total
	1985	1986	1985	1986	1985	1986	
ONU b/	121 149,9	122 028,6	1 907,7	3 781,4	366,4	588,9	123 424,0
FISE	186 116,9	209 722,9	5 184,7	7 559,4	1 882,9	5 336,0	193 184,5
PNUD c/	806 738,9	949 101,2	26 428,6	36 930,7	1 953,4	2 176,9	835 120,9
PAM d/	178 071,1	235 335,2	2 458,9	1 714,4	13 682,8	4 052,7	194 212,8
UNRWA e/	132 799,2	134 985,7	1 159,3	1 559,0	17 418,6	21 728,8	151 377,1
FRUAP	119 823,1	153 128,2	2 221,2	3 323,2	-	-	122 044,3
OIT	30 343,0	35 363,0	1 745,0	79,0	9 334,0	16 405,0	41 422,0
FAO	77 071,0	128 611,0	3 901,0	3 429,0	1 920,0	5 639,0	82 892,0
Unesco	26 396,7	14 612,1	252,3	-	3 719,8	8 121,4	30 368,8
OMS	33 479,5	53 578,1	707,7	1 143,3	2 680,1	2 207,1	36 867,3
OACI f/	20 619,0	5 376,0	-	-	-	-	20 619,0
UPU	306,5	309,1	27,0	35,7	-	-	333,5
UIT g/	57 000,0	17 000,0	-	-	-	-	57 000,0
OMM	4 052,6	4 230,6	247,8	248,1	-	-	4 300,4
OMI	4 296,4	5 800,0	-	-	449,1	353,0	4 745,5
OMPI	582,0	598,0	-	-	-	-	582,0
ATIA	34 948,2	25 938,6	426,7	345,0	-	-	35 374,9
HCR	284 815,4	287 755,6	7 388,9	10 838,7	15 880,7	19 700,4	308 085,0
ONUDI h/	-	49 048,0	-	21,0	-	999,0	-
Total	2 118 609,4	2 432 521,9	54 056,8	71 007,9	69 287,8	87 308,2	2 241 954,0
							2 590 838,0

(Voir notes du tableau D.1 page suivante)

(Notes du tableau D.1)

a/ Les données correspondent aux chiffres contenus dans le rapport du Comité des contributions (A/42/11 et Add.1).

b/ Y compris les fonds d'affectation spéciale gérés par l'ONU, la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, l'UNITAR (y compris le Fonds "Dons à des fins spéciales"), le CNUEH, l'ONUDI (pour 1985 seulement) et le PNUE (Fonds pour l'environnement seulement).

c/ Y compris les fonds d'affectation spéciale gérés par le PNUD.

d/ Compte non tenu des contributions versées en espèces à la place de contributions en nature.

e/ Y compris les contributions versées au titre des secours d'urgence au Liban et, éventuellement, de la reconstruction du Liban.

f/ Compte non tenu des fonds d'affectation spéciale gérés par le PNUD.

g/ Les contributions reçues de sources extra-budgétaires pour les activités d'assistance technique sont traitées comme des fonds d'affectation spéciale et figurent donc au tableau D.2.

h/ Les données relatives aux activités antérieures au 1er janvier 1986 sont englobées dans celles de l'ONU.

/...

Tableau D.2

**Fonds extra-budgétaires gérés par les organismes du système
 des Nations Unies**

Dépenses engagées au titre de fonds extra-budgétaires (1985-1986)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Organisation	1985	1986
ONU a/	946 150,0	973 200,0
FISE	367 400,0	401 500,0
PNUD b/	109 700,0	120 500,0
PAM	728 900,0	781 450,0
UNRWA	183 300,0	197 750,0
FNUAP	83 050,0	98 750,0
OIT	91 610,0	100 499,0
FAO	296 292,0	314 151,0
Unesco	81 100,0	75 200,0
OMS	225 800,0	218 400,0
OACI	59 400,0	57 606,0
UPU	296,4	503,1
UIT	30 749,0	32 007,0
OMM	24 027,0	19 568,9
OMI	11 200,0	11 518,0
OMPI	3 010,0	3 732,0
AIEA	40 177,0	55 709,3
ONUDI c/	-	22 386,0
Total	3 282 161,4	3 484 430,3

a/ Y compris les dépenses financées par le Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement et engagées par des organes qui ne figurent pas dans le rapport du CAC; comprend également les dépenses engagées au titre des fonds volontaires du HCR et du Centre du commerce international.

b/ Y compris les dépenses au titre d'activités financées par le PNUD et engagées par des organes qui ne figurent pas dans le rapport du CAC.

c/ Les données relatives aux activités antérieures au 1er janvier 1986 sont englobées dans celles de l'ONU.

/...

Tableau E

Fonds de roulement (1988)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Organisation	Montant brut des crédits ouverts ou demandés pour 1988	Montant brut des crédits ouverts ou demandés pour tout l'exercice	Fonds de roulement	Pourcentage de la 3e colonne par rapport à la 1re colonne	Pourcentage de la 3e colonne par rapport à la 2e colonne
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
OIT	162 414	324 828	6 298 <u>a/</u>	3,88	1,94
FAO	248 130	496 260	20 000 <u>b/</u>	8,06	4,03
Unesco	174 416,5	348 833 <u>c/</u>	26 000 <u>c/</u>	14,9	7,45
OACI <u>d/</u>	32 105 <u>d/</u>	96 622 <u>d/</u>	2 200	6,85	2,28
UPU <u>e/</u>	-	-	-	-	-
OMS	352 438	705 389	11 135	3,2	1,6
UIT <u>e/</u>	-	-	-	-	-
OMM <u>f/</u>	24 442,9	101 190,5 <u>g/</u>	2 500	10,23	2,47
OMI	16 482	33 700	1 005	6,1	3,0
OMPI <u>h/</u>	31 870	63 739	4 481	14,1	7,0
AIEA <u>f/</u>	137 337	137 337	5 000	3,6	3,6
ONU <u>i/</u>	840 686	1 681 372	100 000	11,9	5,95
ONUDI	68 475	136 949	9 000	13,1	6,6

a/ Solde estimatif du Fonds au 31 décembre 1987.

b/ Chiffre soumis à la Conférence de la FAO, pour approbation.

c/ Montants proposés soumis pour approbation à la Conférence générale lors de sa vingt-quatrième session (20/10/1987-24/11/1987).

d/ Budget triennal pour 1987-1989; le budget est approuvé en termes nets; il n'est pas tenu compte des contributions du personnel.

e/ L'organisation n'a pas de fonds de roulement.

f/ Le budget de l'AIEA est exprimé en termes nets. Il n'est pas tenu compte des contributions du personnel.

g/ L'exercice porte sur la période 1988-1991.

h/ Chiffres préliminaires, proposés ou devant faire l'objet d'un nouvel examen.

i/ Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1988-1989 (A/42/6).

/...

Tableau F
Barèmes des quotes-parts applicables à l'année 1988
(En pourcentage)

Membres s/	ONU d/	OIT	FAO c/	Unesco	OMCI	UFU	OMS	UIT	OMI d/	OMPI	AIRA g/	ONUDI f/
Afghanistan	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,05	0,01	0,03	-	-	0,007	0,01
Afrique du Sud	0,44	-	-	-	0,61	-	0,43	0,25	-	1,59	0,294	-
Albanie	0,01	-	0,01	0,01	-	0,10	0,01	0,06	-	-	0,007	-
Algérie	0,14	0,14	0,17	0,14	0,25	0,51	0,14	0,25	0,26	0,33	0,093	0,14
Allemagne, République fédérale d'	8,26	8,27	9,91	8,16	6,82	5,11	8,10	7,64	1,65	5,40	8,461	8,19
Angola	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,10	0,01	0,06	0,04	0,04	-	0,01
Antigua-et-Barbuda	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	-	0,01	0,03	0,02 g/	-	-	-
Antilles néerlandaises	-	-	-	-	-	0,10	-	-	-	-	-	-
Arabie saoudite	0,97	0,97	1,16	0,96	0,86	2,55	0,95	2,55	0,78	0,37	0,994	0,96
Argentine	0,62	0,62	0,74	0,61	0,44	1,53	0,61	0,76	0,58	0,48	0,421	0,61
Australie	1,66	1,66	1,99	1,64	1,77	2,55	1,63	4,58	0,69	3,24	1,699	1,65
Autriche	0,74	0,74	0,89	0,73	0,59	0,51	0,72	0,25	0,68	1,74	0,756	0,73
Bahamas	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,10	0,01	0,13	0,42	0,16	-	0,01
Bahreïn	0,02	0,02	0,02	0,02	0,06	0,10	0,02	0,13	0,04	-	-	0,02
Bangladesh	0,02	0,02	0,02	0,02	0,07	1,02	0,02	0,03	0,11	0,04	0,016	0,02
Barbade	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,10	0,01	0,06	0,02	0,17	-	0,01
Belgique	1,18	1,18	1,41	1,17	1,04	1,53	1,16	1,27	0,70	3,24	1,212	1,17
Belize	0,01	0,01	0,01	0,01	-	0,10	-	0,03	-	-	-	0,01
Bénin	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,05	0,01	0,06	0,02	0,17	-	0,01
Bhoutan	0,01	-	0,01	0,01	-	0,05	0,01	-	-	-	-	0,01
Birmanie	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,31	0,01	0,13	0,05	-	0,007	-
Bolivie	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,10	0,01	0,06	0,03	-	0,007	0,01
Botswana	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,05	0,01	0,13	-	-	-	0,01
Brésil	1,40	1,40	1,68	1,38	1,44	2,55	1,37	0,76	1,58	2,07	0,922	1,39
Brunei Darussalam	0,04	-	-	-	0,06	0,10	0,04	0,13	0,02	-	-	-
Bulgarie	0,16	0,16	0,19	0,16	0,14	0,31	0,16	0,25	0,37	0,48	0,108	0,16
Burkina Faso	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,05	0,01	0,03	-	0,16	-	0,01
Burundi	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,10	0,01	0,03	-	0,10	-	0,01
Cameroon	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,10	0,01	0,13	0,04	0,28	0,007	0,01
Canada	3,06	3,07	3,67	3,02	2,92	5,11	3,00	4,58	0,95	2,36	3,138	3,03
Cap-Vert	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,05	0,01	0,03	0,02	-	-	0,01
Chili	0,07	0,07	0,08	0,07	0,10	0,51	0,07	0,25	0,18	0,18	0,050	0,07
Chine	0,79	0,79	0,95	0,78	0,66	2,55	0,77	2,55	2,78	1,49	0,655	0,78
Chypre	0,02	0,02	0,02	0,02	0,06	0,10	0,02	0,06	2,50	0,16	0,014	0,02
Colombie	0,13	0,13	0,16	0,13	0,24	0,31	0,13	0,25	0,14	0,04	0,089	0,13
Comores	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,05	0,01	0,03	-	-	-	0,01
Congo	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,10	0,01	0,13	0,02	0,16	-	0,01
Costa Rica	0,02	0,02	0,02	0,02	0,06	0,10	0,02	0,06	0,02	0,06	0,014	-
Côte d'Ivoire	0,02	0,02	0,02	0,02	0,06	0,31	0,02	0,25	0,05	0,28	0,014	0,02
Cuba	0,09	0,09	0,11	0,09	0,11	0,31	0,09	0,13	0,27	0,30	0,062	0,09

Tableau F (suite)

Membres a/	ONU b/	OIT	FAO c/	Unesco	OACI	UPU	OMS	UIT	OMM	OMI d/	OMPI	AIEA e/	ONUDI f/
Danemark	0,72	0,72	0,86	0,71	0,59	1,02	0,71	1,27	0,73	1,17	2,20	0,735	0,71
Djibouti	0,01	0,01	0,01	-	0,06	0,05	0,01	0,03	0,02	0,02	-	-	-
Dominique	0,01	0,01	0,01	0,01	-	0,10	0,01	-	0,02	0,02	-	-	0,01
Egypte	0,07	0,07	0,08	0,07	0,17	1,02	0,07	0,25	0,21	0,30	0,50	0,049	0,07
El Salvador	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,10	0,01	0,06	0,02	0,02	0,04	0,007	-
Emirate arabes unis	0,18	0,18	0,22	0,18	0,23	0,10	0,18	0,25	0,17	0,20	0,11	0,186	0,18
Equateur	0,03	0,03	0,04	0,03	0,06	0,10	0,03	0,13	0,05	0,13	-	0,020	0,03
Espagne	2,03	2,04	2,43	2,00	1,88	2,55	1,99	0,76	1,69	1,48	2,79	2,082	2,01
Etats-Unis d'Amérique	25,00	25,00	25,00	-	25,00	5,11	25,00	7,64	24,64	5,33	3,91	25,892	25,00
Ethiopie	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,05	0,01	0,03	0,02	0,04	-	0,007	0,01
Fidji	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,10	0,01	0,06	0,02	0,02	0,06	-	0,01
Finlande	0,50	0,50	0,60	0,49	0,44	1,02	0,49	1,27	0,50	0,43	2,20	0,508	0,50
France	6,37	6,38	7,64	6,29	5,82	5,11	6,25	7,64	5,74	1,74	5,21	6,525	6,32
Gabon	0,03	0,03	0,04	0,03	0,06	0,10	0,03	0,13	0,03	0,05	0,16	0,031	0,03
Gambie	0,01	-	0,01	0,01	0,06	0,05	0,01	0,03	0,02	0,02	0,04	-	0,01
Ghana	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,31	0,01	0,03	0,06	0,06	0,10	0,008	0,01
Grèce	0,44	0,44	0,53	0,43	0,46	0,31	0,43	0,25	0,36	6,70	0,68	0,289	0,44
Grenade	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,10	0,01	0,03	0,02 g/	-	-	-	0,01
Guatemala	0,02	0,02	0,02	0,02	0,06	0,31	0,02	0,06	0,05	0,02	0,04	0,014	0,02
Guinée	0,01	0,01	0,01	0,0-	0,06	0,05	0,01	0,03	0,02	0,02	0,16	-	0,01
Guinée-Bissau	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,05	0,01	0,03	0,02	0,02	-	-	0,01
Guinée équatoriale	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,05	0,01	0,03	0,02 g/	0,02	-	-	0,01
Guyana	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,10	0,01	0,06	0,02	0,02	-	-	0,01
Haïti	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,05	0,01	0,03	0,02	0,02	0,10	0,007	0,01
Honduras	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,10	0,01	0,06	0,02	0,15	0,04	-	0,01
Hong-kong	-	-	-	-	-	-	-	-	0,02	0,96	-	-	-
Hongrie	0,22	0,22	0,26	0,22	0,14	0,51	0,21	0,25	0,34	0,07	0,74	0,166	0,22
Iles Cook	-	-	0,01 h/	-	0,06	-	0,01	-	-	-	-	-	-
Iles Salomon	0,01	0,01	0,01	-	0,06	0,10	0,01	-	0,02	-	-	-	-
Inde	0,35	0,35	0,42	0,34	0,56	2,55	0,34	2,55	0,90	1,61	0,59	0,261	0,35
Indonésie	0,14	0,14	0,17	0,14	0,36	1,02	0,14	0,25	0,32	0,54	0,30	0,097	0,14
Iran (République islamique d')	0,63	0,63	0,76	0,62	0,59	0,51	0,62	0,25	0,52	0,76	0,30	0,418	0,62
Iraq	0,12	0,12	0,14	0,12	0,25	0,31	0,12	0,06	0,11	0,29	0,30	0,080	0,12
Irlande	0,18	0,18	0,22	0,18	0,19	1,02	0,19	0,51	0,21	0,09	2,20	0,186	0,18
Islande	0,03	0,03	0,04	0,03	0,06	0,10	0,03	0,06	0,05	0,06	0,16	0,31	-
Israël	0,22	0,22	0,26	0,22	0,37	0,31	0,21	0,25	0,24	0,18	0,65	0,228	0,22
Italie	3,79	3,80	4,55	3,76	3,20	2,55	3,72	2,55	3,18	2,06	3,29	3,884	3,76
Jamaïque	0,26	0,26	0,31	0,26	0,26	0,51	0,25	0,38	0,20	0,28	0,48	0,269	0,26
Jamaïque	0,02	0,02	0,02	0,02	0,06	0,10	0,02	0,06	0,05	0,02	0,04	0,014	0,02
Japon	10,84	10,86	13,00	10,71	9,53	5,11	10,64	7,64	7,59	9,66	4,87	11,113	10,75
Jordanie	0,01	0,01	0,01	0,01	0,14	0,10	0,01	0,13	0,02	0,02	0,10	0,007	0,01
Kampuchea démocratique	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,10	0,01	0,13	0,02	0,02	-	0,007	-
Kenya	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,31	0,01	0,06	0,02	0,02	0,30	0,007	0,01
Kiribati	-	-	-	-	0,06	0,05	0,01	0,03	0,02 g/	-	-	-	-
Koweït	0,29	0,29	0,35	0,29	0,38	1,02	0,28	0,25	0,21	0,69	-	0,300	0,29

Tableau F (suite)

Membres a/	ONU b/	CIT	FAO c/	Unesco	OMCI	UPU	OMS	UIT	OMH	OMI d/	OMPI	AIEA e/	CNUDI f/
Lesotho	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,05	0,01	0,03	0,02	-	0,04	-	0,01
Liban	0,01	0,01	0,01	0,01	0,12	0,10	0,01	0,06	0,05	0,14	0,29	0,007	0,01
Libéria	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,10	0,01	0,06	0,02	12,30	-	0,007	-
Liechtenstein	0,01 i/	-	-	-	-	0,10	-	0,13	-	-	0,17	0,010	-
Luxembourg	0,05	0,05	0,06	0,05	0,06	0,31	0,05	0,13	0,07	-	0,22	0,052	0,05
Madagascar	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,31	0,01	0,06	0,02	0,04	0,28	0,007	0,01
Malaisie	0,10	0,10	0,12	0,10	0,23	0,31	0,10	0,76	0,19	0,46	-	0,067	0,10
Malawi	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,05	0,01	0,03	0,02	-	0,10	-	0,01
Maldives	0,01	-	0,01	0,01	0,06	0,10	0,01	0,03	0,02	0,04	-	-	-
Mali	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,05	0,01	0,03	0,02	-	0,16	0,007	0,01
Malte	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,10	0,01	0,06	0,02	0,49	0,16	-	0,01
Maroc	0,05	0,05	0,06	0,05	0,08	0,51	0,05	0,25	0,10	0,12	0,50	0,034	0,05
Maurice	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,10	0,01	0,06	0,02	0,06	0,10	0,007	0,01
Mauritanie	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,10	0,01	0,06	0,02	0,02	0,16	-	0,01
Mexique	0,89	0,89	1,07	0,88	0,97	1,02	0,87	0,25	0,87	0,44	1,59	0,598	0,88
Monaco	0,01 i/	-	-	0,01	0,06	0,10	0,01	0,06	-	-	0,22	0,010	-
Mongolie	0,01	0,01	0,01	0,01	-	0,10	0,01	0,06	0,02	-	0,10	0,007	0,01
Mozambique	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,10	0,01	0,06	0,03	0,02	-	-	0,01
Namibie	-	0,01	0,01 b/	-	-	-	0,01	0,00	-	-	-	-	-
Nauru	0,01 i/	-	-	-	0,06	0,10	-	0,03	0,02 g/	-	-	-	-
Népal	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,31	0,01	0,03	0,02	0,02	-	-	0,01
Nicaragua	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,10	0,01	0,06	0,02	0,02	0,04	0,007	0,01
Niger	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,10	0,01	0,03	0,02	-	0,16	0,007	0,01
Nigéria	0,19	0,19	0,23	0,19	0,30	1,02	0,19	0,51	0,22	0,18	0,30	0,137	0,19
Norvège	0,54	0,54	0,65	0,53	0,49	1,02	0,53	1,27	0,56	2,25	2,20	0,549	0,53
Nouvelle-Calédonie	-	-	-	-	-	-	-	-	0,02	-	-	-	-
Nouvelle-Zélande	0,24	0,24	0,29	0,24	0,33	1,53	0,23	0,51	0,36	0,12	0,79	0,249	0,24
Oman	0,02	-	0,02	0,02	0,08	0,10	0,02	0,13	0,03	0,02	-	-	0,02
Ouganda	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,05	0,01	0,03	0,02	-	0,10	0,007	0,01
Pakistan	0,06	0,06	0,07	0,06	0,24	1,53	0,06	0,51	0,12	0,15	0,18	0,043	0,06
Panama	0,02	0,02	0,02	0,02	0,06	0,10	0,02	0,13	0,05	9,65	0,04	0,014	0,02
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,10	0,01	0,13	0,02	0,02	-	-	0,01
Paraguay	0,02	0,02	0,02	0,02	0,06	0,10	0,02	0,13	0,03	-	0,04	0,014	0,02
Pays-Bas	1,74	1,74	2,09	1,72	1,87	1,53	1,71	2,55	1,50	1,14	3,31	1,781	1,72
Pérou	0,07	0,07	0,08	0,07	0,09	0,31	0,07	0,06	0,16	0,23	0,04	0,048	0,07
Philippines	0,10	0,10	0,12	0,10	0,29	0,10	0,10	0,25	0,21	1,67	0,48	0,070	0,10
Pologne	0,64	-	0,77	0,63	0,40	0,51	0,63	0,51	0,91	0,89	0,68	0,497	0,63
Portugal	0,18	0,18	0,22	0,18	0,24	0,22	0,18	0,25	0,21	0,31	1,86	0,122	0,18
Qatar	0,04	0,04	0,05	0,04	0,08	0,51	0,04	0,13	0,06	0,10	0,11	0,041	0,04
République arabe syrienne	0,04	0,04	0,05	0,04	0,09	0,10	0,04	0,13	0,09	0,04	0,30	0,027	0,04
République centrafricaine	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,05	0,01	0,03	0,02	-	0,16	-	0,01
République de Corée	0,20 i/	-	0,24 j/	0,20	0,73	1,02	0,19	0,25	0,19	1,73	0,30	0,133	0,20
République démocratique allemande	1,33	1,33	-	1,31	-	1,53	1,30	0,76	1,36	0,49	2,70	1,357	1,32
République démocratique populaire lao	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,05	0,01	0,03	0,02	-	-	-	0,01
République dominicaine	0,03	0,03	0,04	0,03	0,06	0,10	0,03	0,13	0,05	0,02	0,30	0,020	0,03

/:

Tableau F (suite)

Membres a/	ONU b/	OIT	FAO c/	Unesco	OACI	UPU	OMS	UIT	OMM	OMI d/	OMPI	AIEA e/	ONUDI f/
République populaire démocratique de Corée	0,05 1/	-	0,06 1/	0,05	0,06	0,51	0,05	0,06	0,07	0,12	0,10	0,035	0,05
République socialiste soviétique de Biélorussie	0,34	0,34	-	0,34	-	0,31	0,33	0,13	0,41	-	0,04	0,352	0,34
République socialiste soviétique d'Ukraine	1,28	1,28	-	1,26	-	1,02	1,25	0,25	1,40	-	0,04	1,315	1,27
République-Unie de Tanzanie	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,05	0,01	0,03	0,02	0,04	0,10	0,007	0,01
Roumanie	0,19	0,19	0,23	0,19	0,20	0,31	0,19	0,13	0,27	0,81	0,48	0,132	0,19
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	4,86	4,87	5,83	-	5,14	5,11	4,77	7,64	5,07	2,91	5,40	4,982	4,82
Rwanda	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,05	0,01	0,03	0,02	-	0,16	-	0,01
Saint-Kitts-et-Nevis	0,1	-	0,01	0,01	-	-	0,01	-	-	-	-	-	-
Saint-Marin	0,01 1/	0,01	-	0,01	-	0,10	0,01	0,06	-	-	0,30	-	-
Saint-Siège	0,01 1/	-	-	-	-	0,10	-	0,06	-	-	0,16	0,010	-
Saint-Vincent-et-Grenadines	0,01	-	0,01	0,01	0,06	0,10	0,01	0,03	0,02 g/	0,14	-	-	-
Sainte-Lucie	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,10	0,01	-	0,02	0,02	-	-	0,01
Samoa	0,01	-	0,01	0,01	-	-	0,01	-	0,02 g/	-	-	-	-
Sao Tomé-et-Principe	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,05	0,01	0,03	0,02	-	-	-	0,01
Sénégal	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,10	0,01	0,25	0,02	0,04	0,28	0,007	0,01
Seychelles	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,10	0,01	-	0,02	0,02	-	-	0,01
Sierra Leone	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,05	0,01	0,03	0,02	0,02	0,04	0,007	0,01
Singapour	0,10	0,10	-	-	0,66	0,10	0,10	0,25	0,09	1,51	-	0,066	-
Somalie	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,05	0,01	0,03	0,02	0,02	0,04	-	0,01
Soudan	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,05	0,01	0,03	0,03	0,05	0,10	0,007	0,01
Sri Lanka	0,01	0,01	0,01	0,01	0,08	0,51	0,01	0,13	0,03	0,17	0,16	0,007	0,01
Soudé	1,25	1,25	1,50	1,24	1,03	1,53	1,23	2,55	1,31	0,72	3,31	1,284	1,24
Suisse	1,12 1/	1,12	1,34 1/	1,11	1,22	1,53	1,10	2,55	1,13	0,22	3,29	1,150	1,11
Suriname	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,10	0,01	0,06	0,02	0,02	0,22	-	0,01
Swaziland	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,10	0,01	0,06	0,02	-	-	-	0,01
Tchad	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,05	0,01	0,03	0,02	-	0,16	-	-
Tchécoslovaquie	0,70	0,70	0,84	0,69	0,49	1,02	0,69	0,51	0,81	0,13	2,20	0,715	0,69
Territoires britanniques d'outre-mer	-	-	-	-	-	0,51	-	-	0,02 1/	-	-	-	-
Territoires français d'outre-mer	-	-	-	-	-	-	-	-	0,02 1/	-	-	-	-
Thaïlande	0,09	0,09	0,11	0,09	0,35	0,31	0,09	0,38	0,17	0,18	0,06	0,062	0,09
Togo	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,05	0,01	0,06	0,02	0,04	0,16	-	0,01
Tonga	0,01 1/	-	0,01 1/	0,01	0,06	0,10	0,01	0,03	0,02 g/	-	-	-	0,01
Trinité-et-Tobago	0,04	0,04	0,05	0,04	0,06	0,10	0,04	0,25	0,06	0,02	0,30	-	0,04
Tunisie	0,03	0,03	0,04	0,03	0,06	0,51	0,03	0,25	0,05	0,09	0,51	0,020	0,03
Turquie	0,34	0,34	0,41	0,34	0,28	0,51	0,33	0,25	0,41	0,88	0,48	0,230	0,34
Tuvalu	0,01 1/	-	-	-	-	0,10	-	-	0,02 g/	-	-	-	-
Union des Républiques socialistes soviétiques	10,20	10,21	-	10,08	8,83	2,55	10,01	7,64	10,30	6,50	4,00	10,450	10,11
Uruguay	0,04	0,04	0,05	0,04	0,06	0,31	0,04	0,13	0,13	0,06	0,16	0,028	0,04
Vanuatu	0,01	-	0,01	-	0,06	0,10	0,01	-	0,02	0,06	-	-	-
Venezuela	0,60	0,60	0,72	0,59	0,57	0,31	0,59	0,51	0,55	0,32	0,30	0,394	0,59

Tableau F (suite)

Membres a/	ONU b/	OIT	FAO c/	Unesco	OACI	UPU	OMS	UIT	OMI	OMI d/	OMPI	AIEA e/	ONUDI f/
Viet Nam	0,01	-	0,01	0,01	0,06	0,10	0,01	0,13	0,05	0,10	0,10	0,008	0,01
Yémen	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,05	0,01	0,06	0,02	0,02	0,04	-	0,01
Yémen démocratique	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,05	0,01	0,03	0,02	0,02	-	-	0,01
Yugoslavie	0,46	0,46	0,55	0,45	0,40	0,51	0,45	0,25	0,48	0,76	0,51	0,303	0,46
Zaire	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,31	0,01	0,13	0,03	0,04	0,48	0,007	0,01
Zambie	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,31	0,01	0,06	0,03	-	0,10	0,007	0,01
Zimbabwe	0,02	0,02	0,02	0,02	0,06	0,31	0,02	0,13	0,03	-	0,16	0,014	0,02

a/ Un tiret (-) figurant en regard du nom d'un pays ou territoire indique que celui-ci n'est pas membre de l'organisation en question ou que sa quote-part n'a pas été fixée.

b/ Rapport du Comité des contributions (A/40/11).

c/ Barème soumis à la Conférence de la FAO pour approbation. Ce barème découle directement du barème des quotes-parts de l'ONU pour 1986/88.

d/ Contributions mises en recouvrement pour 1987.

e/ Compte tenu de principes spéciaux en matière de contributions applicables à l'élément du budget ordinaire relatif aux garanties, les chiffres du barème final comprennent trois décimales.

f/ Barème soumis à la Conférence générale pour approbation.

g/ Ces pays deviendront peut-être membres de l'OMI.

h/ Le secrétariat du Comité des contributions de l'ONU a indiqué que la quote-part "théorique probable" de ces deux membres de la FAO, qui ne sont pas membres de l'ONU, correspondrait à la quote-part minimum (0,01 %).

i/ Pays non membre de l'ONU; la quote-part est appliquée pour les activités de l'ONU auxquelles il participe.

j/ Le taux de contribution de ces quatre membres de la FAO qui ne sont pas membres de l'ONU est calculé sur la base du taux auquel ils sont appelés, par l'ONU, à verser des contributions au titre de certaines activités de l'Organisation.

k/ Polynésie française.

l/ Territoires britanniques des Caraïbes.

Tableau G

Recouvrement des contributions (1986-1987)

Organisation	Pourcentage des contributions de l'année en cours acquittées au				Total de toutes les contributions non acquittées au 30 septembre (quelle que soit l'année de compte) (en milliers de dollars des Etats-Unis)	
	30 juin		30 septembre		1986	1987
	1986	1987	1986	1987		
OIT	51,86	40,45	58,29	60,70	68 104	82 371
FAO	40,67	61,00	63,40	64,46	87 046	111 465,5
Unesco	42,02	46,19	70,74	76,09	86 570	81 137
OACI	43,96	50,90	64,87	59,60	13 360	17 241
UPU	89,92	86,42	89,97	88,75	2 203	3 351,3
OMS	52,77	48,22	59,79	52,20	109 030	163 767
UIT	84,79	92,41	85,39	93,05	14 618	16 248
OMM	61,66	50,24	65,68	60,94	7 897	11 655
OMI	61,96	60,81	71,85	72,05	4 278	3 435
OMPI	60,81	65,20	72,09	77,75	6 345	7 807
AIEA	48,17	39,23	61,41	56,61	39 108	67 678
ONU	49,59	52,04	57,77	56,10	390 167	522 097
ONUDI	37,42	54,84	62,23	61,88	21 290	32 478
